

Cible Solidaire de moins deux tiers de GES en 2030 comparé à 1990 **Cible scientifique pour le Canada, plus facile pour le Québec**

Plusieurs « experts » objectent que la cible Solidaire est trop élevée pour le Québec lequel ne peut avoir recours à l'élimination « facile » du charbon et de l'extraction du pétrole. La cible anti-GES pour laquelle a voté le congrès Solidaire de mai 2016, soit une réduction des deux tiers en 2030 par rapport à 1990 provient de Climate Action Tracker (CAT)¹ qui a calculé des cibles pour les États seulement. CAT est un consortium de recherche germano-néerlandais dont les évaluations des plans nationaux inadéquats liés à l'Accord de Paris sur le climat font autorité et sont souvent citées. Plusieurs dizaines de ses analystes sont des scientifiques faisant partie du GIEC.

Veut-on avoir le problème de l'Ontario dépendante de l'industrie automobile à recycler et du nucléaire, qui n'est pas une alternative écologique, ou de l'Alberta dont la prospérité repose sur une économie dopée au pétrole bitumineux ? Les émissions canadiennes de GES dépassaient en 2013 de 19% le niveau de 1990 alors que le Québec les avaient réduites de 8%. La marche est plus haute pour le Canada que pour le Québec qui a 27 points de pourcentage d'avance. Le Québec non seulement n'a-t-il pas besoin de massive reconversion énergétique et industrielle, mais il jouit d'un surplus substantiel d'hydroélectricité disponible pour le transport électrique de même que d'une importante industrie de fabrication de moyens de transport collectif.

Plusieurs prônent un calcul faite par l'IRIS pour le Québec qui l'amène à recommander une baisse des émissions de GES de 53 % pour 2030 par rapport à 1990². La cible de l'IRIS, tout comme celle du CAT d'ailleurs, est calculée en fonction de limiter la hausse de la température terrestre à 2°C d'ici 2100 et non 1.5°C ce qu'a dû partiellement concéder la Conférence de Paris sous la pression d'une centaine de pays les plus vulnérables et de nombreuses associations écologiques³. De plus ces cibles ne tiennent pas compte de la nécessaire réduction d'extraction d'hydrocarbures non-énergétiques, par exemple les plastiques qui polluent tous les océans⁴ jusqu'à y former des « continents »⁵.

Or notre programme stipule d' « *appliqu[er] un plan de transition énergétique visant l'élimination des hydrocarbures dans la production et la consommation d'énergie et une réduction substantielle de l'utilisation de produits à base de dérivés du pétrole [je souligne] d'ici le milieu du siècle. Afin de rattraper le retard accumulé par rapport à nos engagements internationaux et afin de contenir la hausse moyenne de la température mondiale à 1,5 degrés Celsius [je souligne], il faut accélérer la transition énergétique pour la période entre 2018 et 2030 de façon à atteindre 67% de réduction en dessous du niveau de 1990.* »

De plus, l'IRIS fait l'hypothèse que le Québec aura atteint en 2020 la cible gouvernementale d'une réduction de 20% (graphique 4) alors que les moyens ne sont pas du tout au rendez-vous⁶. Finalement, l'IRIS fait partir ses calculs de 2013 alors que le budget carbone mondial du GIEC utilisé par l'IRIS part de 2011 et que chaque année retranche environ 4% du budget carbone devant durer

-
- 1 [Climate Action Tracker's Assessment of Canada's INDC](#) — paragraphe "Fair Share" : « Afin d'être cohérent avec la plupart des approches de partage d'effort et être évalué «suffisant», le Canada doit fixer un objectif 2030 plus ambitieux consistant à réduire les émissions industrielles de GES d'au moins 73% inférieures aux niveaux de 2005 (67% inférieurs aux niveaux de 1990). [...] Selon les approches de partage d'efforts multiples, pour atteindre une part équitable des réductions d'émissions, les émissions du Canada devraient être négatives d'ici 2050. » (ma traduction)
 - 2 Renaud Gignac et Bertrand Schepper, [Au-delà du jeu des comparaisons, une approche fondée sur la science et l'équité: le budget carbone du Québec](#), IRIS, octobre 2015 : Au nom du principe de la responsabilité historique différenciée, cet objectif suppose une convergence en 2035 des émanations des GES per capita pour tous les pays.
 - 3 Alexandre Shields, [Une centaine d'États veulent une cible plus ambitieuse](#), Le Devoir, 11/11/16 : « À supposer que la cible soit respectée, l'idée de limiter la hausse du climat mondial à 2°C d'ici 2100 ne sera pas suffisante pour éviter que des centaines de millions d'êtres humains subissent des impacts majeurs liés aux bouleversements climatiques. »
 - 4 Atlantico, [La carte interactive de la Nasa qui illustre le désastre de la pollution en mer](#), 7/09/15
 - 5 Wikipédia francophone, [Vortex de déchets du Pacifique nord](#), visité le 22/05/16
 - 6 Philippe Mercure, [GES: Québec «n'a rien en place» pour atteindre ses cibles, déplore un scientifique](#), La Presse, 18/03/16

jusqu'en 2100⁷ car les émanations annuelles mondiales de GES ne diminuent pas tant s'en faut⁸.

À court terme, il est techniquement banal de substituer l'électricité au gaz naturel pour la climatisation des bâtiments particulièrement commerciaux et institutionnels. Avec Hydro-Québec qui s'est mise à installer des bornes électriques un peu partout et parce que la livraison locale de marchandises supposent de courte distance et le retour fréquent des camions légers à un même point, leur électrification d'ici 2030 est un jeu d'enfant. La construction du « grand virage » de Climat-Montréal pour le transport des personnes, étant en surface seulement, est faisable d'ici 2030 tout comme une généralisation à tout le Québec de l'autopartage électrifiée et communautaire soutenue publiquement. Reste les noyaux durs du transport à longue distance, des procédés industriels — les énergivores alumineries en soi très peu créatrices d'emplois sont un pensez-y-bien — et de l'agriculture à mieux comprendre mais qui pourront être en voie de réalisation en 2030 pour être achevée en 2050.

Le document consultatif de la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec⁹ affirmait :

Que représente la cible de 25 % de réduction de gaz à effet de serre

La cible de 25 % de réduction des GES par rapport à 1990, appliquée au secteur de l'énergie, signifie que l'on doit encore diminuer notre consommation d'énergie fossile (pétrole, gaz naturel et charbon) d'environ 23 % par rapport à aujourd'hui. Pour y arriver d'ici à 2020, voici quel niveau d'effort nous devrions réaliser si une seule mesure était appliquée dans chacun des quatre secteurs.

Secteur résidentiel :

- Convertir environ 100 000 logements encore chauffés au mazout ou au gaz naturel à l'électricité (sur environ 650 000 logements non chauffés à l'électricité).

Secteur commercial et institutionnel :

- Convertir à l'électricité environ 31 000 bâtiments — fermes d'élevage, exploitations agricoles, bâtiments institutionnels, lieux de culte, hôpitaux et écoles.

Secteur des transports :

- Retirer de la route ou convertir à l'électricité environ 2,1 millions d'automobiles ou camions légers (tout près de 50 % du parc).

Secteur industriel :

- Réduire de plus des deux tiers les émissions de l'industrie de l'aluminium.

Ces mesures partielles réduiraient les émanations de GES du tiers (25% + 8%) par rapport à 1990. Il est possible d'ici 2030 de convertir le demi-million restant de bâtiments non climatisés à l'électricité et l'autre moitié du camionnage léger sans compter l'interdiction immédiate de l'achat de véhicules les plus énergivores. Si on ajoute des progrès pour le transport lourd, et la foresterie et l'agriculture qui peuvent absorber des GES au lieu d'en émettre (reboisement, agriculture biologique), l'autre tiers est à portée de main d'ici 2030. *Last but not least*, on doit dès maintenant légiférer pour aller vers une ville sans auto solo et sans maison individuelle et en rangée, à fonction mixte, à logement et transport collectifs, approvisionné par des circuits courts et pénétré par l'agriculture.

Atteindre la cible Solidaire dérivée des Accords de Paris pour contribuer à sauver la civilisation humaine exige une mobilisation semblable à celle d'économie de guerre comme en 39-40 ou vice-versa comme en 45-46. C'est impossible en passant par le marché. Ça se fait par la planification, démocratique cette fois-ci, financée par une mobilisation de l'épargne nationale et le contrôle des échanges commerciaux, ce qui requiert l'indépendance. Le problème n'est pas technique et financier mais politique et idéologique. Ainsi le Québec pourra être « *quelque chose comme un grand peuple* » à l'image des femmes du Québec qui furent à l'initiative de la Marche mondiale des femmes de 2000.

Marc Bonhomme, 5 juin 2017

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

7 Daniel Tanuro, [Climat, COP21 : état des lieux – La « quadrature du cercle » capitaliste](#), Moins ! Par ESSF, 22/04/16 : « Selon le 5e rapport du GIEC, le budget pour la période 2011-2100, pour avoir 66% de probabilité de rester sous les 2°C de réchauffement, était de 1000 gigatonnes. Or, on en émet annuellement environ 40 tonnes. »

8 Global Carbon Project, [Carbon Budget 2015](#) : « Les émissions de dioxyde de carbone (CO2) provenant de la combustion des combustibles fossiles et de la production de ciment ont augmenté de 0,6% en 2014 [...] Ces émissions étaient les plus élevés dans l'histoire humaine et 60% de plus qu'en 1990... » (ma traduction, je souligne)

9 [Document de consultation de la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec](#), 2013, page 56